

L'ÉGALITÉ

JOURNAL DES INTÉRÊTS DE TOUS.

POLITIQUE, AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, ETC.

SOMMAIRE.

Rappel de la garde nationale et troubles dans Paris. — La prétendue réaction. — Unité, mais décentralisation. — **Commencement d'incendie à l'hospice de la Charité.** — MM. Louis Blanc et Albert. — Les candidatures du clergé. — Les organisateurs du travail. — Opinion des journaux. — Actes officiels. — **Suppression de l'impôt du sel.** — Dons et offrandes. — Faits divers. — **Détails sur l'assassin du changeur.** — Nouvelles étrangères. — Italie. — Pologne. — Espagne. — **Dernières nouvelles de la ville**

Paris, 17 Avril.

Aujourd'hui, vers une heure et demie, le rappel, dans toutes les rues de Paris, avertissait les gardes nationaux qu'ils eussent à se réunir en armes au rendez-vous de leur compagnie.

La garde nationale, en très-grande majorité, a partout répondu à cet appel. Au lieu de réunion, il a été distribué des cartouches.

Les bruits étaient divers. — Le mouvement, on le savait, était au champ de Mars. Un grand nombre d'ouvriers y étaient réunis pour faire une manifestation, — les uns disaient : pour demander l'ajournement des élections ; — les autres : — pour obtenir la démission du Gouvernement provisoire.

Le zèle et l'empressement de la garde nationale, son esprit sage et conciliant doivent faire espérer que les citoyens égarés reviendront vite au sentiment de l'ordre, qu'il est urgent, — pour le bien de tous, — de ne pas troubler, — et qu'on n'aura nulle collision fâcheuse à regretter.

LA RÉACTION.

Il y a, en matière de politique comme en matière de mœurs et de littérature, des mots à la mode. On se rappelle quel abus les deux partis dynastiques qui se sont disputé le pouvoir pendant dix-huit ans ont fait de ce genre de mots.

Aujourd'hui, l'on semble vouloir en revenir à ces mœurs politiques que la révolution de février devrait avoir à jamais bannies de notre pays.

Le mot à la mode, en ce moment, est le mot réaction.

De quel mot a-t-on jamais plus abusé que de celui-là ? Les journaux de presque tous les partis, — et il y a à peu près autant de partis qu'il y a de journaux, — l'emploient à chaque instant, et contre tous ceux qui ne sont pas de leur avis.

Avez-vous des idées d'ordre, de progrès, de révolution pacifique, puré, destinée à se produire, à se développer dans les faits, après avoir subi l'épreuve des idées, épreuve nécessaire à toutes les révolutions ? Aussitôt on vous traite de réactionnaire, et l'on vous applique toutes les belles épithètes qu'on a l'habitude d'accoler à ce mot ; ne vous dit-on que le mot seul, on le prononce ou on l'écrit d'un ton à en faire la plus sanglante des injures.

Nous qui la voulons, nous qui l'appelons de tous nos vœux, cette République glorieuse, forte, morale, qui devrait, si elle ressemblait à notre idéal, servir de modèle à tous les peuples et républicaniser par l'exemple toutes les nations, nous n'avons aucune crainte ni de la réaction, ni des réacteurs ; notre foi dans l'esprit, dans le bon sens et même dans l'instinct de cet admirable pays avec lequel nous nous enorgueillissons de marcher à la tête de la civilisation révolutionnaire moderne, cette foi suffit pleinement à nous rassurer.

La France a dans son cœur assez de courage, dans sa tête assez d'énergie et de volonté pour repousser les factions, de quelque part qu'elles viennent. Elle saura maintenir la République puissante, que son éducation et son expérience politiques doivent lui assurer. Mais si elle est forte, la France n'est pas moins intelligente, elle sait que ce n'est pas du côté de ces réacteurs timides, bons tout au plus à se mouvoir dans le cercle étroit des petites ambitions, que viendra le danger. Elle les voit, et elle se rit de leurs misérables menées, dont la première cause est, il faut bien le dire, dans l'exagération d'action des hommes trop actifs.

Il en est d'autres qu'elle regarde souvent avec crainte, avec défiance, tout en reconnaissant leur bon vouloir, la loyauté de leur conviction ; ceux-là sont précisément les hommes qui, pour vouloir mener trop vite le char de la Révolution que les réacteurs voudraient, prétendent-ils, enrayé, risquent quelquefois de l'entraîner dans les précipices dont la route est bordée.

Cessez donc de crier ainsi à la réaction contre tous les hommes modérés indistinctement. N'oubliez pas surtout que vous vous êtes faits forts d'initier tous les Français et toute la terre, au besoin, à la République.

Tâchez donc de résister aux entraînements de votre imagination, ne fût-ce que pour ne pas effrayer par vos pas de géants ces petits enfants politiques à peine libérés des lisières des monarchies, auxquels vous avez mission d'apprendre à marcher seuls, à se conduire, à se gouverner eux-mêmes.

Nous vous en supplions, au nom des vrais principes républicains, agissez moins, faites moins agir en votre nom, et la réaction, dépourvue du prestige d'importance que vous lui prêtez, tombera sous le ridicule !

Unité, et la décentralisation.

Entre l'unité qui fait la force de la France et l'excessive centralisation qui prive les départements de toute spontanéité, il y a autant de différence qu'entre la fraternité et le despotisme.

L'unité dans la République, l'unité dans le pouvoir, et la direction des affaires financières, militaires, maritimes, etc., pourrions-nous établir très-facilement et s'allier à un système moins oppressif que cette centralisation complète, lent travail de la monarchie, continué par les partis extrêmes de 1793, et accompli sous le gouvernement absolu de Napoléon.

Sous l'ancien régime, certaines provinces avaient conservé, jusqu'en 1789, des franchises propres, ou des assemblées d'état qui s'occupaient de leurs intérêts particuliers et consentaient leurs impôts. L'organisation départementale, qui fit disparaître les privilèges divers de telle ou telle partie du territoire, fut en général considérée comme un bien : c'était une consécration évidente du principe d'égalité ; on accepta les délimitations et subdivisions nouvelles avec un sincère patriotisme.

Mais les provinces s'aperçurent bientôt que le privilège s'était réfugié et retranché dans Paris. Si les départements étaient uniformément régis ; Paris, foyer unique de toutes choses, accaparait à lui seul les forces vives du pays ; il en devenait à la fois et la tête, et le cœur, et l'âme, et la volonté ; — il faisait et défaisait les gouvernements ; sa population était maîtresse de tout ; celle des provinces de rien ; en un mot, les trente-trois départements de la France existaient dans la dépendance absolue du dernier trente-quatrième.

Le mot de fédéralisme fut opposé à ceux d'unité et d'indivisibilité ; une lutte mémorable parmi les époques de notre histoire révolutionnaire s'ensuivit. Paris et les unitaires triomphèrent, et le pouvoir central fut plus fort que jamais. — Plus tard, une administration puissante, créée par la volonté d'un seul, consolida l'édifice de la centralisation.

Les préfetures étaient les yeux d'Argus ouverts sur les départements, les bras de Briarée qui les étreignaient tous sans leur permettre le moindre mouvement propre ; nul ne put désormais creuser un fossé, bâtir un mur, ni planter un chou, sans la permission de l'administration centrale. Les plus simples affaires ne purent être tranchées sur les lieux. Paris, ministère perpétuel, Paris, pompe aspirante et refoulante, devint le cauchemar du commerçant, du manufacturier, du propriétaire de province, et par suite de l'ouvrier et du simple paysan.

Par ses bureaux, il était l'arbitre souverain de l'existence des habitants des départements ; par les volontés de son peuple, il était maître des destinées de tous les Français ; une dernière révolution l'a prouvé. — Qui a renversé la monarchie ? qui a proclamé la République ? qui a élu le Gouvernement provisoire ? — Paris, le peuple de Paris seul.

Les provinces aujourd'hui placent leurs espérances dans l'Assemblée nationale ; mais voici que des agents expédiés de Paris par un gouvernement issu de la volonté unique du peuple, occupent les départements avec des *pouvoirs illimités* ; ils s'annoncent comme centralisateurs par excellence, plusieurs d'entre eux froissent les sentiments des populations qui auraient dû, en saine justice, au point de vue de l'égalité proclamée, élire, elles aussi, leurs administrations provisoires comme Paris avait choisi la sienne.

Au lieu de tendre encore la chaîne, le Gouvernement provi-

soire de la République aurait dû la lâcher, afin qu'elle ne pût se rompre. C'est par la confiance et l'amour, non par l'intimidation qu'on se rend sympathique aux masses.

Les départements fermentent ; le cri de *fédéralisme* a été poussé déjà. — C'est un malheur !

Que la province proteste contre les excès de la centralisation, qu'elle donne à ses députés le mandat de l'atténuer par la constitution nouvelle, qu'elle leur enjoigne de provoquer toutes les mesures propres à mettre la France à l'abri des caprices révolutionnaires des minorités tumultueuses ; c'est son droit, c'est son devoir. — Mais qu'elle respecte notre unité à laquelle nous devons notre puissance.

Si le Gouvernement provisoire a commis des fautes et aliéné quelques esprits à la République, la province doit faire preuve de sagesse par son attitude modérée. Elle doit, en même temps, par le choix de ses représentants, faire de généreux efforts pour maintenir l'unité et l'indivisibilité de la France.

Unité politique, décentralisation civile, industrielle et commerciale, voilà ce que les départements peuvent et doivent demander à la nouvelle République.

C'est ainsi que nous comprenons la véritable égalité de tous les Français et le gouvernement de tous par tous !

La nuit dernière, vers onze heures et demie, le quartier du faubourg Saint-Germain a été réveillé par les cris : *au feu !* et par une marche de pompiers trainant, au pas de course, deux pompes à incendie et tout leur attirail. Les habitants de la rue des Saints-Pères et de la rue Jacob se sont empressés les uns de se mettre à leurs fenêtres, les autres de descendre en robe de chambre pour offrir leurs services. Cette montagne de bruit ne devait accoucher que d'une souris. Le feu avait pris en effet dans une petite pièce située au troisième étage de l'hospice de la Charité dont la fenêtre ouvre sur la rue des Saints-Pères. Mais le feu s'était éteint presque de lui-même, et tout le dégât commis par l'effrayant incendie se bornait à un simple rideau de mousseline.

Nous sommes heureux néanmoins d'avoir à constater encore à cette occasion le zèle des pompiers de Paris, qui ne s'est jamais démenti, et sur qui repose la sécurité de leurs concitoyens.

Nous insérons avec plaisir la note suivante, qu'on lit aujourd'hui dans le *Moniteur* :

« Quelques journaux ont prétendu que c'était sur la demande du citoyen Louis Blanc qu'avait été prononcée la suppression de la chaire d'économie politique occupée au Collège de France par M. Michel Chevalier, donnant ainsi à entendre que le citoyen Louis Blanc avait répondu par une destitution aux attaques dirigées contre ses doctrines. »

« Nous sommes autorisés à déclarer de la manière la plus formelle que c'est là une indigne calomnie. »

« Nous sommes également autorisés à déclarer qu'il y a une autre calomnie dans la nouvelle reproduction par quelques journaux en ces termes : « Qu'un règlement signé de MM. Louis Blanc et Albert, embrigadait les votes et donnait au scrutin le caractère d'une lutte à main armée, peut-être, de l'oppression sanglante de la majorité par la minorité. »

« Il est de toute fausseté que les citoyens Louis Blanc et Albert aient, soit directement, soit indirectement, désigné un candidat quelconque aux choix des ouvriers. »

« Il est de toute fausseté qu'ils aient voulu, en quoi que ce soit, gêner la liberté des suffrages ; tout au contraire, ils ont donné leur approbation à un règlement adopté par les représentants des travailleurs, règlement ayant précisément pour but de consacrer la complète indépendance des votes populaires. »

Plus nous sommes décidés à combattre énergiquement les doctrines de nos adversaires en fait de réformes sociales, plus nous aimons à trouver dans tous leurs actes cette loyauté française qui nous garantit qu'aujourd'hui, en fait de discussions et de luttes politiques, de même qu'autrefois en fait de tournois et de rencontres, la plupart des chevaliers des idées et des théories modernes ne veulent se servir les uns contre les autres que d'armes courtoises.

Quelques journaux ont parlé de la difficulté d'aborder les ministres du Gouvernement provisoire. C'est un bruit qu'il convient de détruire. Il est faux, et les faits viennent chaque jour le démontrer.

Les ministres tendent, au contraire, le plus qu'ils peuvent, à s'éclairer des lumières que les hommes pratiques veulent bien leur apporter.

Nous savons qu'un financier sérieux et habile a présenté hier à M. Garnier-Pagès un plan de finance propre à nous faire sortir efficacement de la crise du moment, et à rendre au numéraire la circulation si utile au commerce et à la prospérité du pays. — Ce plan, qu'on élabore aujourd'hui, paraîtra sous peu de jours ; il a été accueilli par le ministre avec toute la faveur et la sollicitude qu'on doit attendre des hommes à qui sont confiés notre avenir et nos destinées.

LE CLERGÉ.

Les membres du clergé se présentent en grand nombre devant les collèges électoraux. C'est pour les uns l'objet d'une entière approbation, et pour les autres matières à récriminations. C'est pour tous un sujet de grave réflexion.

Les prêtres doivent-ils faire partie de l'Assemblée nationale ? Pour nous la réponse est claire et catégorique. Cependant elle est double et pour ainsi dire contradictoire. C'est qu'à nos yeux cette question doit se résoudre au point de vue de la loi et au point de vue du sentiment intime et religieux.

Au point de vue de la loi, — oui les prêtres doivent se présenter à la candidature de l'Assemblée nationale. Il n'y a point d'article pour les exclure, et d'ailleurs, en ce moment où nous empruntons à l'Evangile du Christ notre belle devise d'égalité et de fraternité, voudrions-nous si mal la comprendre, et prononcer l'exclusion pour les ministres mêmes de cette loi de fraternité.

Donc pas d'exclusion. Que les prêtres soient admis à se présenter devant les collèges. Ils sont citoyens, qu'ils jouissent de leurs droits de citoyens. Et s'ils sont élus par le suffrage, qu'ils aillent prendre leur place à la chambre, à côté des représentants de toutes les autres classes de la société.

Ils sont libres de se présenter; chacun est libre de les élire.

Mais ici se présente la question d'incompatibilité. Et maintenant, dans notre conscience, en faisant appel à tous nos sentiments religieux et moraux, nous nous demandons : Faut-il accorder notre vote au clergé en général ?

Nous disons en général, et nous le faisons remarquer pour qu'il soit bien entendu, ainsi que nous l'avons déjà dit, que nous aurons toujours des exceptions pour les grandes individualités et les grands talents.

Les prêtres ont une position tout exceptionnelle dans la société. Outre l'influence qu'ils peuvent avoir sur les administrés d'une commune et qu'ils partagent avec les autres autorités, ils ont une influence morale bien autrement grande dans certaines de nos provinces. Ce sont eux qui font, qui dirigent les consciences; ils entrent dans les familles, où tous, depuis l'enfant jusqu'au vieillard, subissent l'ascendant de leur parole. Ils ont le prêche, le confessionnal pour agir par le moyen des femmes sur l'esprit des hommes. Ces influences seraient d'autant plus faciles à exercer, qu'elles se présentent sous les couleurs de la religion, de l'amour de la paix, de l'esprit de Dieu, de toutes choses pour lesquelles le respect est acquis depuis longtemps, et qu'elles se produisent sans rien changer à l'état normal des relations des candidats et de l'électeur.

Cette influence, à nos yeux, est la plus grande incompatibilité légale.

D'ailleurs, il est encore une considération grave. Dans le prêtre il y a deux hommes : l'ecclésiastique et le citoyen. Comme ecclésiastique, il est soumis à son ordre. La discipline est telle, qu'il doit obéir aux moindres injonctions de ses supérieurs. L'homme qui se trouve aujourd'hui à la tête de la chrétienté est aussi à la tête du mouvement politique des idées; — le prêtre est tout entier républicain. Que demain une autre direction soit donnée par un autre chef spirituel, et tout aussitôt le prêtre subira cette nouvelle direction. S'il n'obéit pas à cette réaction; s'il n'écoute que sa conscience de citoyen, il sera traître à son ordre. S'il reste fidèle à la règle, le prêtre l'emportera sur l'homme politique; il manquera à son serment; il sera traître à son pays. — C'est là un dilemme, une cruelle alternative. Ne vaut-il pas mieux qu'il ne s'y expose pas ? N'est-il pas préférable que nous ne l'y exposions pas ?

Nous emprunterons encore le rejet des candidatures du clergé à l'esprit tout chrétien que cette question doit nous rappeler.

Le prêtre n'est pas un homme pour nous. Son caractère lui donne quelque chose de supérieur à ses autres frères. S'il se mêle à nos luttes, à nos passions, s'il parle politique, nous le verrons souvent obligé de dénouer le calme, l'union et la douce sérénité qui doit régner dans toutes ses manifestations. Quand nous aurons vu l'homme en tout semblable à nous, à nos côtés, sous la robe du prêtre, où sera notre confiance en lui ? Sera-t-il toujours ce dernier refuge, cette dernière consolation vers qui l'homme tombé, l'homme désespéré, le cœur brisé, qui veut se remettre dans le grand principe de la Divinité, ira tendre ses bras.

Assurément non. — Le prêtre y perdra; le pays n'y gagnera peut-être pas tout ce qu'il serait en droit d'attendre.

Pour nous, comme pour le prêtre, nous repoussons donc, non pas en principe, mais en fait, les candidatures du clergé.

Il y a quelques jours, le cours d'organisation du travail qu'un monsieur Lechevalier fait dans la salle Bonne-Nouvelle, a été signalé par un incident curieux. Le professeur venait de développer devant un auditoire muet un certain nombre d'idées qu'on pourrait qualifier d'antisociales et subversives.

Un des assistants se leva, mû par une généreuse indignation, prit la parole, et fit bonne justice des théories communistes de M. Lechevalier, aux applaudissements de toutes les personnes présentes.

On nous assure que cet interrupteur courageux est un banquier renommé par son intelligence et ses aptitudes économiques et financières.

Nous croyons utile d'insister sur ce fait, qui nous conduit à déplorer l'inaction habituelle, nous allons dire la défection de ceux qui, par leurs connaissances spéciales et leurs habitudes des affaires, pourraient éclairer le public et réfuter, mieux que personne, les sophismes des théories à l'ordre du jour.

Les fabricants surtout s'abstiennent de descendre dans l'arène, et nous ne sachons pas qu'un seul d'entre eux soit porté sur les listes de candidats à la représentation nationale pour le département de la Seine.

Nous faisons donc appel aux lumières et au patriotisme des

fabricants, des manufacturiers, des banquiers, qui sont les vrais organisateurs pratiques du travail. Si les forts et les savants s'éloignent du champ de bataille au moment décisif, n'est-il pas à craindre que la victoire ne reste à la faiblesse et à l'ignorance ?

Opinion des Journaux.

Nous lisons avec plaisir dans la *Réforme* la dénégation absolue donnée par M. Louis Blanc aux deux imputations calomnieuses qui avaient circulé contre lui dans le public.

M. Michel Chevalier a été destitué; mais M. Louis Blanc n'a pas répondu par cette destitution aux attaques dirigées contre ses doctrines. Il est aussi de toute fausseté que les citoyens Louis Blanc et Albert aient embrigadé des votes, et donné au scrutin le caractère d'une lutte à main armée.

Nous éregistrons cette double déclaration. Nous ne nous étonnons pas de voir les hommes du pouvoir l'objet des suggestions les plus perfides; ils sont au pouvoir: cela suffit. Celles-ci et les seconds surtout avaient un caractère trop odieux, pour qu'ils pussent garder le silence.

A côté de cela, la *Réforme* s'exalte sous la multitude de fusées réactionnaires que ses derniers premiers Paris ont fait partir. Que pouvaient faire les gens qu'il incrimine, si ce n'est de s'étonner et de s'indigner ? — Il est vrai de dire aussi que la *Réforme* a tort de se donner pour l'éternelle qui a mis le feu à l'indignation de certains départements.

Ces départements se sont plus inquiétés des Commissaires de pacotilles que le Gouvernement leur a distribués, que du journal la *Réforme*, malgré sa lecture, prescrite pour l'éducation des bonnes âmes des champs.

C'est à la pique de ces mouches importunes, plus qu'à la lecture de la *Réforme*, que plus d'un a perdu patience; et, pour notre part, nous connaissons beaucoup de non satisfaits d'aujourd'hui, qui ne savent pas plus ce que c'est que la *Réforme* que le fédéralisme et la réaction.

Le *Sicéle* s'occupe d'une pièce intitulée *Bulletin de la République*, qui a été placardée hier dans Paris. Cette pièce avait ou paraissait avoir un caractère officiel. Elle a causé de vives alarmes et de fâcheux commentaires.

Puisqu'on a mis la France en possession du vote universel, demande le *Sicéle*, c'est qu'on l'a crue capable d'en user; pourquoi lui prescrire d'une façon menaçante ce qu'elle en doit faire ?

En effet, de deux choses l'une: ou la Révolution a été l'œuvre de tous, l'expression d'un mécontentement unanime, et alors il faut s'en fier à elle; ou bien c'est l'œuvre de quelques-uns; et toute violence de la part de cette minorité ne saurait que la faire tomber plus bas encore que le gouvernement déchu dans la confiance et dans l'opinion publiques.

Les troubles dont les départements sont le théâtre est l'objet de la polémique de presque tous les journaux.

Ils arrivent graduellement à donner du corps à deux fantômes: la tendance progressiste, qui est tout simplement une réminiscence intempestive, ridicule, dangereuse de 89; et la réaction qui se compose, en définitive, de tout ce qui est immense parti français, ami du progrès au pas et non à la course, de l'organisation et non de la destruction, de la raison et non de la passion. — Nous verrons qui des deux l'emportera.

ACTES OFFICIELS.

Rapport fait au Gouvernement de la République par le ministre des finances, sur l'abolition de l'impôt du sel.

Citoyens,

Il est écrit que tous les Français doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune.

Loyalement comprise, cette formule contient toute la doctrine de la Révolution en matière d'impôts.

En résulte, en effet, que les charges sont proportionnelles aux forces; qu'il faut ne demander rien à ceux qui n'ont rien; que les malaisés doivent peu; qu'il est juste de demander beaucoup au superflu.

La monarchie subissait la lettre du principe; mais, dans la pratique, elle en éludait frauduleusement l'esprit. Cherchez parmi tous les monuments de sa législation financière, vous y trouverez partout le respect des forts, la haine des faibles. Aux époques les plus récentes, comme dans les plus reculées, c'est sur le pauvre que pèsent le plus les charges de la société. Esclave, serf, prolétaire, le peuple verse par tous les canaux, avec son sang, le fruit de son travail. Un homme est reconnu noble à ce signe: il ne paye point d'impôt; non noble à ce signe: les collecteurs ont saisi les instruments de son travail.

Cependant l'esprit du christianisme prévalait dans les faits humains; la Révolution s'empara du monde. Par une conséquence forcée, le principe de l'impôt est aussitôt changé. Il était oppresseur, il devient juste. Tout d'abord les charges les plus iniques disparaissent; les principes proclamés s'appliquent; l'impôt progressif sur le revenu, sur la richesse produite, suit de près l'abolition des taxes que des vexations séculaires avaient rendues particulièrement odieuses.

Puis, à cette grande évolution de la justice dans l'humanité succède une réaction violente. Un moment effacées sous la République, les vieilles iniquités ressuscitent sous l'empire, durent sous la restauration, et se perpétuent jusqu'à nous à travers des oscillations diverses.

A son avènement, la République a donc trouvé debout face à face de généreux principes et des faits déplorables. Elle a pour mission de faire prévaloir les principes nouveaux contre les anciens faits.

Charger le fort dans une juste mesure, et, dans une juste mesure aussi, décharger le faible; en un mot, proportionner le devoir au pouvoir, tel est désormais le principe fondamental, le but nécessaire de votre politique financière.

Or, citoyens, parmi les impôts qui depuis tant de siècles pèsent sur le peuple, il n'en est pas un seul qui soit plus onéreux, plus justement détesté que celui du sel. Comme toutes les autres inventions fiscales de l'ancienne monarchie, cette taxe, légère d'abord, ne devait être qu'un impôt temporaire. Successivement, elle dura et s'aggrava.

De 8 sous par muid, elle s'éleva rapidement à 48 sous, et bientôt, tant la progression fut violente, à 45 livres. Plus tard, elle atteignait le chiffre de 597 livres le muid, puis elle ne cessa de s'accroître, si bien qu'à la fin du seizième siècle on le payait à Paris 864 livres le muid, et au commencement du dix-septième siècle 2,460 livres dans les provinces de grande gabelle.

A quelques années de là, un des hommes qui ont le plus honoré la France, et qui n'était pas moins grand par le génie que par le cœur, Vauban, écrivait: « Le sel est une manne dont Dieu a gratifié le genre humain, et sur lequel, par conséquent, on n'aurait jamais dû mettre d'impôt. » De Vauban jusqu'à la révolution, l'impôt du sel s'accrut de plus en plus, et l'histoire ne dira jamais assez par quelles barbaries il fut maintenu.

Dès que la justice reparaitrait, il devait tomber: il tomba dès les premiers jours de la révolution. Réduit d'abord dans les proportions les plus larges, il fut complètement aboli. (Lois de septembre 1789 et de mars 1790.)

L'empire ressuscita les vieilles institutions politiques, et du même coup les vieilles institutions fiscales. Droit souverain de la logique! Et, comme la restauration avait recueilli l'héritage de l'empire, le gouvernement du 7 août 1850 recueillit celui de la restauration. Pendant dix-sept ans l'impôt du sel, condamné au triple point de vue de la science, de l'humanité, de la politique, résista aux réclamations persévérantes de la justice et de l'opinion.

Citoyens, c'est à vous d'effacer définitivement cette iniquité séculaire. Si les prodigalités du régime déchu, si l'impérieuse nécessité de pourvoir aux droits du travail, si la situation extérieure de la France ne vous permettent pas une résolution soudaine, immédiatement applicable; si, en outre, aux termes mêmes des lois, il est indispensable d'accorder un

certain délai aux commerçants qui ont en magasin des quantités de sel ayant acquitté l'impôt, décidez au moins par un décret formel que la doctrine révolutionnaire en matière d'impôt prévaudra définitivement dans le budget de la France républicaine, et qu'à partir du dernier jour de cette année, l'impôt du sel est aboli dans toute l'étendue de la République.

Je ne m'étendrai pas, citoyens, sur la grandeur du sacrifice que cette grande mesure impose au trésor. J'aime mieux dire quelques mots des avantages qui doivent en résulter pour le peuple.

On a beaucoup discuté, on discutait encore hier sur la question de savoir si le prix vénal du sel exerçait quelque influence sur la consommation. Quelques chiffres tranchent le débat.

Avant la révolution, dans les provinces de grandes gabelles, la consommation par tête était de 4 kilog. 580 gr.

De 1795 à 1806, la consommation atteignait 10 kilog. par tête.

Après la loi de 1806, la consommation redescend à 6 kilog. 650 gr., et après la loi ultra fiscale de 1815, à 5 kilog. 467 gr.

Maintenant, il vous sera facile de calculer la portée de ces variations, si vous vous rappelez qu'il n'est pas une substance qui joue un plus grand rôle que le sel dans la vie animale, agricole, industrielle. Le sel est pour le peuple un objet de première nécessité; il sert à prévenir les maladies qu'engendre la mauvaise qualité des aliments; il repare les vices d'une nourriture insuffisante et sans vigueur.

En agriculture, c'est un axiome vulgaire qu'une livre de sel fait dix livres de viande, et que six livres de foin mélangé de sel valent autant pour la nourriture des bestiaux que huit livres de foin non salé.

Relativement au commerce intérieur et extérieur, la question n'a pas une moindre importance. Si le sel se vendait à sa vraie valeur, il pourrait servir, non-seulement à l'assainissement, mais encore à la conservation des aliments; et il serait désormais possible aux produits de la pêche française de lutter sur les marchés étrangers avec les produits similaires de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Toutefois, citoyens, il ne suffit pas de décréter la justice, il faut en assurer la pratique.

C'est en faveur des pauvres que vous allez décréter l'abolition de l'impôt; il faut qu'elle profite au pauvre. Vos intentions seraient violées, le sacrifice du trésor serait en pure perte, si les producteurs seuls en recueillaient le bénéfice. Sur divers points du territoire, et particulièrement dans une vingtaine de nos départements du midi et du centre, des coalitions se sont formées et subsistent qui maintiennent les prix à un taux exorbitant. Il faut que ces coalitions soient rendues impossibles. Or, pour atteindre à ce but, vous n'avez qu'un moyen: la possibilité d'une concurrence. Je vous propose donc de décréter qu'à partir du jour où l'impôt du sel aura cessé d'être levé, les sels étrangers seront admis à l'importation, moyennant un faible droit. Cette mesure, citoyens, est d'une absolue nécessité, si vous voulez que le renchérissement des prix par le monopole soit efficacement prévenu. Et j'ajoute qu'elle ne portera aucun préjudice aux producteurs nationaux, s'ils veulent ne point abuser; car les conditions où se trouve la France, pour la production du sel, sont tellement favorables, que leurs intérêts se trouveront suffisamment sauvegardés par l'établissement d'un très-faible droit d'entrée.

Vous avez enfin à considérer ici les intérêts de vos colonies, principalement ceux de l'Algérie et ceux de votre marine. Il y est pourvu par un article spécial du décret ci-après.

En résumé, citoyens, dans l'ordre social et politique, vous avez effacé déjà plus d'une injustice. Je vous propose de consacrer solennellement une nouvelle réparation, et de montrer à la France qu'en proclamant la République, ce n'est pas un vain nom que vous avez inscrit sur son drapeau.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER-PAGÈS.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que les citoyens doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune;

Considérant que le Gouvernement républicain a pour devoir et pour but de faire prévaloir dans la pratique cette formule de justice et d'humanité;

Considérant qu'il est indispensable de supprimer ou de transformer les impôts qui pèsent plus spécialement sur les pauvres;

Considérant que de tous les impôts de consommation, celui du sel est le plus onéreux et le plus inique;

Considérant que la santé du peuple, la prospérité de l'agriculture, le développement de l'industrie et du commerce en exigent impérieusement l'abolition;

Voulant réparer à l'égard du peuple une des plus criantes injustices des siècles passés;

Sur le rapport du ministre des finances;

Décète:

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1849, l'impôt du sel est aboli.

Art. 2. A partir de la même époque, la prohibition d'entrée des sels étrangers est pareillement abolie.

Il sera perçu sur les sels étrangers une taxe de 25 centimes par 100 kilogrammes à leur importation par terre;

De 50 centimes à leur importation par mer, sous pavillon français;

Et de 2 francs à leur importation sous pavillon étranger.

Art. 3. Les sels des colonies et possessions françaises d'outre-mer seront admis en franchise de toute taxe.

Art. 4. Les sels étrangers destinés à l'approvisionnement des navires français armés pour la pêche de la morue seront affranchis de toute taxe.

Art. 5. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement.

Les membres du Gouvernement provisoire de la République française.

Le Gouvernement provisoire arrête que:

Art. 1^{er}. Les bois et forêts qui dépendaient du domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe seront régis et administrés par l'administration des forêts.

Art. 2. Les produits de ces propriétés seront perçus et encaissés suivant les règles tracées par l'arrêté du ministre des finances en date du 15 mars dernier; ils devront être distinctement classés dans les comptes des agents de l'Etat.

Fait en séance du Gouvernement le 15 avril 1848.

Un arrêté du ministre des travaux publics, en date du 12 avril, supprime la division formée sous le titre de *Division des cours d'eau, usines, dessèchements, irrigations et services divers*.

Le service des usines, des dessèchements et des irrigations formera le 3^e bureau de la division de la navigation.

Le service des bacs est réuni au bureau de la navigation fluviale.

Le service des dunes, et le service de l'approvisionnement de Paris (matériel) sont réunis au bureau des ports et des canaux.

La division formée sous le titre de *Commissariat central près les compagnies de chemins de fer* est supprimée.

Le bureau chargé, sous la direction du commissaire central, du contrôle et de la surveillance de l'exploitation commerciale des chemins de fer, sera réuni au 2^e bureau de la division des chemins de fer, déjà chargé de toutes les affaires relatives à l'exploitation technique.

Le bureau de statistique centrale, placé sous la même direction, sera réuni à la division dont la direction est confiée au secrétaire général.

Le 2^e et le 3^e bureau de la division de la comptabilité seront réunis en un seul, qui sera dirigé par un sous-chef de bureau.

Le travail d'expédition sera centralisé dans un bureau spécial composé d'expéditionnaires tirés de toutes les divisions et dirigé par un sous-chef sous les ordres du chef du bureau du secrétariat général.

Les autres bureaux ne conserveront que la partie de ce travail qui, par sa nature ou par des considérations de service, devra leur être réservée.

— Un autre arrêté du même ministre règle et simplifie l'organisation du conseil des bâtiments civils. — Les devis de projets de travaux départementaux et communaux soumis à l'examen du conseil cesseront d'être révisés et donneront lieu seulement à un examen sommaire fait par les rapporteurs.

— Un arrêté de M. Armand Marrast, maire de Paris, règle et indique les procédés pratiques des prochaines élections générales. Le scrutin sera ouvert le 25 avril, à six heures du matin, et suspendu à neuf heures du soir, heure à laquelle les boîtes qui renfermeront les votes seront closes et scellées, pour être réouvertes le lendemain; le 24, le scrutin sera continué à six heures du matin et clos à dix heures du soir; il devra s'écouler une heure entre la fin du rappel des électeurs qui n'auront pas voté, et la clôture de la séance, qui est fixée à dix heures, comme il vient d'être dit; les boîtes seront closes et scellées pour être ouvertes au moment précis où commencera le dépouillement, c'est-à-dire le 25, à sept heures du matin.

Bons et offrandes.

Nonobstant la retenue extraordinaire à laquelle ils sont assujettis par le décret du 4 avril, les employés des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations ont voulu consacrer à un don patriotique une journée de leur traitement; le montant en sera versé dans la caisse du trésor.

Les huissiers, portiers, garçons de bureau et hommes de peine attachés au ministère de la guerre, ayant exprimé le désir de s'associer au don patriotique d'une journée de traitement fait par les chefs et commis de l'administration centrale du ministère de la guerre, sur leurs appointements du mois de mars dernier, une liste a été ouverte, sur laquelle ces gens de service se sont empressés de s'inscrire. Les offrandes s'élevaient à la somme de 565 fr. 58 c.

— M. V. Schœlcher, sous-secrétaire d'Etat, a écrit la lettre suivante :

« Cher concitoyen,
En abandonnant le traitement attaché au poste de sous-secrétaire d'Etat, je ne m'impose, grâce au hasard de la fortune, aucun sacrifice. Je dois donc donner d'une manière effective, je dois donc imiter ces braves et généreux travailleurs qui, dans leur inépuisable dévouement, grossissent chaque jour, de leur obole, notre noble trésor.

« Je vous prie de joindre les 500 fr. ci-inclus aux dons patriotiques. Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pouvoir en ce moment offrir davantage à notre sainte République.

Salut et fraternité,

V. SCHÖLCHER,

Sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine. »

— Un ancien sœur du génie, Charles Richelet, de Ville-en-Vermois (Meurthe), n'ayant point d'argent, point d'argenterie, et voulant pourtant apporter à la République sa modeste offrande, s'est décidé, conjointement avec sa femme, à envoyer les pauvres bijoux de celle-ci : deux boucles d'oreilles, un anneau en or ; plus tard, quand les années auront fait de leurs enfants des hommes, ils donneront à la patrie deux soldats pour la défendre.

— M. Bougarel, garde mines, attaché au bureau de l'ingénieur en chef des mines, M. Combes, chargé du service des machines à vapeur du département de la Seine, marié, seul soutien de sa mère et n'ayant que 1,200 fr. d'appointements, quatre bagues en or.

Le Gouvernement provisoire a reçu la lettre suivante :

Citoyens,

« Depuis bien des années, je gardais comme un culte une pièce de cinq francs à l'effigie de l'empereur, datée de 1815. C'était pour moi un souvenir de notre gloire passée; les beaux jours sont revenus, et je viens l'offrir comme offrande à ma patrie.

Salut et fraternité.

TROUILLET, facteur des postes à Montreuil-sous-Bois. »

La lettre suivante accompagnait le don d'argenterie que l'abbé Naudin, curé de Vulaines-sur-Seine, près Fontainebleau, a adressé aux membres du Gouvernement provisoire :

Citoyens,

« Permettez à un curé de campagne, qui lui aussi aime la République, dont il a salué avec tant de joie l'heureux avènement, de faire à la patrie sa petite offrande.

« J'avais pensé tout d'abord à partager avec elle mon trimestre de 200 francs, qui vient d'échoir; mais mon vieux père malade et bien d'autres charges m'ont dû faire renoncer à ce projet.

« En échange donc, et à l'exemple du vénérable archevêque de Paris, je vous envoie mon argenterie, qui malheureusement n'est pas considérable.

« Vous aurez égard, non à la valeur, mais à l'intention. C'est le don du pauvre, c'est le tribut du cœur.

Salut et fraternité.

L'abbé NAUDIN. »

FAITS DIVERS.

L'état de la santé du doyen de nos illustrations littéraires, M. de Chateaubriand, donne en ce moment à ses amis les plus graves inquiétudes.

— L'ancien colonel des mamelucks de la garde, Jacob Habay, vient de mourir à Paris dans un âge fort avancé. Il appartenait à une famille chrétienne de Syrie.

— M. Menesson, commissaire du Gouvernement dans le département de l'Aisne, a, par un arrêté du 11, suspendu de ses fonctions le curé de la commune de Pierrepont pour refus de sépulture religieuse à un suicidé.

— Le *Journal de l'Aisne* publie, par plaisanterie sans doute, le texte d'un arrêté de l'évêque de Soissons, qui suspend de ses fonctions M. Menesson pour empiètement sur le pouvoir spirituel.

— Le curé de Chabrignac (Corrèze) a été nommé lieutenant de la garde nationale. On doit se souvenir que M. Berthaud, évêque de Tulle, avait invité tous les membres du clergé de son diocèse à se faire inscrire sur les listes.

— On nous assure que le Gouvernement vient d'adopter une mesure d'après laquelle le logement dans les bâtiments de l'Etat cessera d'être accordé à MM. les directeurs et autres employés supérieurs des ministères. On pense qu'il en résultera une économie de près de vingt millions.

— C'est M. le général de division Foucher qui doit remplacer M. le général Bedeau dans le commandement de la première division militaire.

— Le 1^{er} escadron de la garde du Peuple a remis au préfet de police une somme de 210 fr. provenant d'une collecte faite entre eux pour être versée au trésor national.

— On dit que le Gouvernement provisoire s'occupe d'organiser des ateliers fraternels dans les vingt forts détachés qui environnent Paris. Dans chaque fort on pourrait, dit-on, loger environ 2,000 ouvriers.

— Extrait du rapport du capitaine Lizariturry, commandant le trois mâts *Marie-et-Pauline*, de Bayonne, arrivé au Havre :

« Je suis parti de Callao le 18 novembre 1847, avec un chargement de guano à destination du Havre.

« Jusqu'au 26 mars 1848, j'ai aperçu divers navires sans parler à aucun. Ce jour, étant par 45 degrés de latitude nord et 22 degrés de longitude ouest, j'ai aperçu un trois mâts courant à contre-bord : lorsqu'il fut à une distance convenable, il hissa le pavillon français renversé, après que je lui eus hissé le mien. Il vit alors que je n'étais pas au courant des affaires politiques.

« Ce trois mâts était le *Cousin*, de Grandville, capitaine Lemme, lequel a eu la complaisance de m'expédier son second avec une embarcation pour m'apprendre que toute la famille royale s'était sauvée de France, et que le pavillon actuel de la nation était le pavillon renversé. Tout l'équipage était en bonne santé, et le navire faisait bonne route pour Terre-Neuve.

« Le 8 courant, j'ai eu connaissance d'un grand navire démanté de son mât d'artimon, du grand mât de hune et de perroquet. Il faisait route à l'ouest. Je l'ai pris, d'après la coque, pour un navire anglais. »

— On lit dans le *Nouveliste*, de Marseille : Au moment de mettre sous presse, nous recevons une lettre du capitaine Gabriel Lassalle, commandant la *Marie-Reine*, qui nous apprend qu'il a fait naufrage dans notre golfe, sur la pointe Riche. Le défaut de temps et d'espace ne nous permet pas de publier tout au long les détails de ce triste drame; nous nous bornons à rapporter les faits.

Ayant quitté Bonc pour se rendre à Marseille, le 6 avril, à six heures du matin, la *Marie-Reine* fut surprise à six heures du soir par la grosse mer; les voiles furent emportées, la grande vergue et son mât brisés, et, malgré les plus habiles manœuvres, le navire s'est brisé sur les rochers, à une encablure de la pointe Riche.

Dans cette position désespérée, l'équipage n'a songé qu'au salut. Le capitaine Lassalle, resté le dernier sur le pont avec le mousse, a pris l'enfant dans ses bras en se recommandant à Dieu; aussitôt une lame qui brisait sur le navire l'a emporté et l'a jeté à terre; mais avant d'y arriver, une autre lame l'a séparé du pauvre mousse, qui a été englouti pour ne plus reparaitre !...

Le capitaine s'est trouvé sur les rochers entièrement nu; il était minuit. Il a appelé les hommes de l'équipage partis avant lui, mais aucune voix humaine ne lui a répondu au milieu de cette nuit de désolation; les deux malheureux étaient morts; ils avaient été brisés par la lame sur les rochers.

Vers les quatre heures, le capitaine Lassalle a été rencontré par le sous-brigadier Laude, qui lui a prodigué les soins les plus fraternels, et lui a donné l'hospitalité.

— L'assassin du changeur de la rue Vivienne, condamné à mort par la cour d'appel, depuis la République, est toujours à la Roquette. Il n'y a rien de statué sur son sort. On pense que sa peine sera commuée. Le condamné l'espère, mais néanmoins il est résigné. Les personnes qui sont admises à le voir, pendant deux heures dans la journée, l'ont trouvé fort calme et très-repentant. Il est revêtu de la camisole de force. Il mange, il lit et il dort. Ses livres sont des livres de religion, et c'est dans leurs pages qu'il puise tout son courage et sa résignation.

— Une découverte admirable, si son authenticité se vérifie, vient d'être divulguée dans quelques départements par les journaux de la localité. Il ne s'agit de rien moins que d'un REMÈDE A LA RAGE.

Voici les détails qui nous sont parvenus; nous les livrons à l'expérience :

L'efficacité de ce remède a été si bien constatée, que la section de médecine d'un congrès scientifique italien s'est engagée à lui donner le plus de publicité possible.

La méthode consiste dans l'administration intérieure de l'écorce en poudre du *cynanchum erectum* de Linnée (appelé par d'autres la *marduria erecta*), mélangée par quantités égales avec la poudre d'une mouche appelée par les zoologistes *myriasis variabilis*. La quantité de chacune pour un adulte doit être de 20 à 35 grains (sic), qu'on prend matin et soir dans une tisane diaphorétique.

On déterge la plaie à fond avec de l'eau tiède ; on y applique un onguent irritant composé d'huile, de cire et de mastic. On renouvelle cette médication pendant deux mois afin de maintenir la suppuration, et on continue l'usage interne de la poudre pendant tout le temps.

Cette recette fut apportée par le professeur Landerer, du monastère des B. V. Faneromont dans l'île de Salamine, et les moines, lorsqu'ils l'ont communiquée, ont offert une liste de dix mille guérisons, dont plusieurs centaines ont été vues par eux-mêmes. Il n'était pas arrivé un seul cas EXCEPTIONNEL, et la méthode avait une telle renommée en Grèce et dans les îles Ionniennes, qu'on se rendait en foule à Salamine pendant toutes les saisons de l'année pour y chercher secours.

Le remède peut être administré avant ou après le développement de la maladie avec le même succès. Le professeur Landerer affirme avoir vu plusieurs patients qui, ne pouvant pas voir de l'eau sans éprouver des spasmes et des convulsions, devenaient graduellement calmes après avoir pris la première dose, pronostic certain d'une guérison parfaite.

RÉVOLUTIONS ÉTRANGÈRES.

AUTRICHE.

VIENNE, 8 avril. — Le gouvernement vient d'emprunter 30 millions de florins à la banque nationale d'Autriche à 5 p. 100, dit-on, moyennant une hypothèque sur les biens de l'Etat. Les conditions de l'emprunt

sont avantageuses à la banque. Cette nouvelle a produit une sensation favorable à la bourse. (*Gazette d'Ausbourg*.)

Du 9 avril. — L'empereur et l'impératrice sont partis aujourd'hui pour Presbourg; une foule immense a accompagné LL. MM. jusqu'au lieu de l'embarquement. On dit que l'incorporation du royaume de Dalmatie dans l'Esclavonie et la Croatie est définitivement résolue. (*Zeitungshalle*.)

MARGRABOW (frontière prusso-polonoise de l'est). — L'autorité supérieure vient d'apprendre que 500 canons russes sont arrivés à Raggrod, petite ville de Pologne sur la route de Saint-Petersbourg à Varsovie. Ces canons seront probablement dirigés sur Varsovie, en prenant les devants pendant que les troupes pénétreront dans l'intérieur. (*Gazette universelle allemande*.)

DANEMARK.

COPENHAGUE, 5 avril. On pousse avec beaucoup d'énergie les préparatifs maritimes sous la direction du commandant Jarthmann. Deux frégates bloqueront l'Elbe et l'Eider. Toutefois le blocus de l'Elbe se bornera à la navigation du Glockstadt et d'Altona. Si le 10^e corps d'armée de la confédération prend part à la guerre, il n'est pas douteux que les ports des états de ce 10^e corps seront également bloqués. (*Correspondant de Hambourg*.)

KIEL, 10 avril. — Nous avons reçu une triste nouvelle du théâtre de la guerre. Nos étudiants gymnastes et chasseurs, au nombre de 800, ont péri à quelques hommes près, après un combat meurtrier près de Holsnis. Ceux qui ont échappé à la mort sont prisonniers des Danois. Un seul étudiant a pu fuir à la faveur d'un déguisement.

ANGLETERRE.

CHAMBRE DES COMMUNES. — Séance du 14 avril. La chambre est invitée à se former en comité du bill concernant la sécurité de la couronne et du gouvernement.

M. John O'Connell regrette vivement que, dans les circonstances actuelles, le gouvernement ait jugé à propos de présenter un pareil bill qui ne fera qu'aggraver la situation malheureuse de l'Irlande.

L'orateur a fait tous les efforts en son pouvoir pour calmer l'agitation fébrile qui règne en Irlande.

Assurément l'adoption d'un pareil bill les rendra inutiles.

Sir G. Grey déclare que le but du bill n'est pas d'empêcher les citoyens de se réunir pour discuter la politique du gouvernement, mais de prohiber les discours séditieux dans lesquels on conseillait de détrôner la reine ou de lui enlever quelques-unes de ses prérogatives.

Sir Robert Peel. Je prie l'avocat général de vouloir bien me dire quelle peine on appliquerait à un individu qui publiquement annoncerait l'intention de tuer, blesser ou emprisonner le souverain. Qu'arriverait-il si, dans un écrit ou un discours public, une personne conseillait de prononcer la déchéance de la reine? Il faut aussi que le bill s'explique sur la tentative d'attentat à la vie du souverain, car deux ou trois tentatives ont eu lieu sous le règne actuel.

M. l'avocat général. En ce qui concerne le crime de meurtre ou de blessures sur le souverain, on appliquera l'ancienne loi; seulement le statut de Georges III sur ce point sera appliqué à l'Irlande; si dans une réunion publique quelqu'un conseille de tuer ou de blesser le souverain, il y aura crime de haute trahison, comme sous la loi actuelle. Mais qu'on remarque bien qu'il faudra que le discours ait été prononcé pour exciter les autres à se concerter pour tuer le souverain.

Sir Robert Peel. Je trouve l'explication satisfaisante.

La chambre décide à une majorité de 254 voix qu'elle se formera en comité (287 contre 33). On pose la question de savoir si les mots discours publics et intentionnels resteront dans le bill.

M. Morrate propose de les effacer.

M. Talfourd demande au contraire qu'ils soient maintenus.

POLOGNE.

Une correspondance de Pletochen, en date du 7, parle des préparatifs qui sont faits dans cette ville pour la lutte qui est imminente contre la Russie. Soldats et volontaires, tous rivalisent d'ardeur; les armes de guerre étant insuffisantes, on a recours aux instruments aratoires ou d'usage domestique; les faux, les socs de charrue, les marteaux, les haches; des planches, des perches même sont disposées pour la lutte. Des barricades s'élèvent à toutes les rues importantes; les rues sont décapées, et fournissent les projectiles qui dû haut des maisons doivent pleuvoir sur la tête de l'ennemi. A midi un corps de lanciers, fort de 2,000 hommes, tous bien armés et bien montés, est entré dans la ville; les nobles Polonais, résolu, dit-on, cette fois à donner la liberté à leurs paysans, accourent de toute part à la tête de leurs terribles faucheurs. Les troupes du district ont choisi Pletochen pour lieu de rendez-vous. Aussi cette ville, d'ordinaire si calme et si paisible, est transformée en un camp, littéralement encombré de volontaires qui brûlent de commencer la sainte guerre de l'indépendance de la patrie. Il a été unanimement décidé qu'aucune troupe prussienne ne serait admise dans la ville.

Le 6 dans la soirée, sur une fausse alarme répandue à dessein par les autorités, pour préparer les moyens de résistance, on a sonné le tocsin, et le cri aux armes s'est fait entendre; chacun a couru à son poste, et toutes les barricades ont été occupées en un clin d'œil. Toutes ces démonstrations indiquent énergiquement quel sera le caractère du mouvement; l'enthousiasme est porté à ses dernières limites, et ce n'est qu'après beaucoup de sang versé qu'on pourrait parvenir à le maîtriser.

Dans le duché de Posen, le plus grand désordre règne toujours. L'autorité des agents prussiens est méconnue, et déjà on considère l'affranchissement comme ne faisant plus question.

ESPAGNE.

On lit dans l'*Heraldo*, 10 avril :

« Par un décret royal du 30 mars, signé du duc de Saldanha, la reine de Portugal a prorogé la session des chambres jusqu'au 2 juin suivant.

« Il n'est pas difficile de deviner l'intention patriotique qui a fait dire que le duc de Montpensier était accompagné de divers émigrés français. Cette nouvelle est entièrement fautive. Aucun Français n'a fait cortège à l'illustre époux de notre infante. »

PORTUGAL.

La reine Dona Maria a reçu, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, une députation du sénat et une autre de la chambre des députés. Le président de la première, dans un langage laudatif qu'on devrait sténographier pour l'usage de toutes les congratulations de ce genre, a fait intervenir la divine Providence, comme les poètes dramatiques de l'antiquité. — *Deus ex machina*. — et l'a remerciée des vertus de l'auguste progéniture destinée à accomplir la glorieuse mission de garantir les libertés de la patrie, et de défendre, assurer la paix, l'indépendance, la prospérité et la gloire nationale. La chambre des députés, par l'organe de son président, après les protestations d'usage de fidélité à la couronne et les invocations obligées au Tout-Puissant pour la conservation des jours de la reine et de ses fils, a déclaré énergiquement, si de nouveaux jours de deuil et de tribulation venaient à luire sur le pays, qu'elle comprimerait de toutes ses forces les efforts que pourraient tenter, au moyen d'agressions violentes, l'ambition escortée de l'injustice. (*Diário do Governo*, 5 avril.)

Toute la journée du 4 fut consacrée à cette fête dont les détails, consignés dans le *Diário do Governo*, n'offrent d'autre dissemblance avec nos réjouissances publiques que le baise-main; cette courtoisie chevaleresque, religieusement observée dans les cours de la Péninsule ibérique et qui a eu lieu au palais des Receptes. Le journal officiel annonce que cette cérémonie n'avait jamais attiré une affluence aussi grande. On sait quel rôle ce cet adieu dans toutes les nouvelles de cette espèce.

— A Lisbonne, la situation est fort critique. Le contre-coup des événements importants qui s'accomplissent dans toutes les autres parties de l'Europe, fait craindre des désordres.

Déjà une panique a fait croire à la réalisation d'un événement qui ne se fera probablement pas attendre longtemps. La prorogation des

chambres laisse au gouvernement toute latitude : aussi redouble-t-il de précautions pour conjurer la tempête qui le menace.

SICILE.

La violente secousse qui vient de détacher moralement la Sicile de Naples, comme elle l'est physiquement, commence à produire d'heureux résultats. L'administration nouvelle s'organise avec activité; la garde nationale s'établit sur un pied respectable, et les régiments de volontaires se complètent. La confiance renaît, et avec elle la marche des affaires.

ITALIE.

Aucune nouvelle plus récente que celles que nous avons données hier ne nous est parvenue du théâtre de la guerre. Seulement on rapporte que les colonnes mobiles autrichiennes parcourent la contrée de Vérone à Vicence. Sur l'Alpoue, dont la terre rappelle une des plus belles victoires de Bonaparte, les paysans ont rétabli la communication en reconstruisant le pont de San-Bonifacio, détruit par les Croates. Les troupes auxiliaires du général Nugent ont quitté l'Insonzo. Une autre troupe marche dans la direction de Brescia, par Desenzano et San-Marco.

De nombreux corps de partisans italiens menacent le Tyrol; les Tessinois ont une attitude rien moins que rassurante pour les populations de Salò, d'Anfo et Judicarie. Les détails que nous donnons, extraits d'une correspondance allemande, se terminent par la nouvelle controvérsée de la défaite des Italiens, qui auraient été battus complètement sur le Mincio, après avoir abandonné leur artillerie et laissé sur le champ de bataille au moins 4,000 morts ou blessés.

Le Bulletin publié hier donne la mesure de l'authenticité de ce bruit répandu évidemment pour encourager la prise d'armes des Tyroliens, qui déjà ont adressé à leur frères d'Allemagne une proclamation pour les engager à leur prêter leur concours, « afin, disent-ils, que le château du Tyrol et la maison de Hofer ne deviennent pas la proie des Italiens! »

On sait aujourd'hui que l'armée de Badetzki, coupée en deux, harcelée par les paysans exaspérés de l'odieuse conduite du chef impérial, est sans communications possibles avec l'Autriche, doit périr dans l'Adige.

La glorieuse résistance des Milanais a fourni un grand nombre d'épisodes dont le récit n'a pas encore pris place dans les annales de la guerre sainte. En attendant que cette noble tâche soit remplie par ceux qui ont pu être acteurs et témoins, nous croyons citer le fait suivant qui a popularisé le nom de Giuseppina-Lazzaroni :

Les maisons situées à la porte Comasina, sur la place du pont Vetro, étaient dans une position épouvantable, car une partie était environnée par le gros de la troupe qui stationnait devant le château, l'autre par les grenadiers hongrois, postés au palais du général commandant. Les premières de ces habitations furent respectées, parce qu'elles étaient occupées par les épouses des officiers allemands. Toutefois, cela n'empêcha pas qu'une de ces femmes ne fut, le dimanche matin, tandis qu'elle rassemblait ses effets pour changer de demeure, blessée mortellement à l'œil par une balle hongroise, qui traversa la fenêtre.

Il paraît que lundi matin les soldats du palais manquèrent de vivres, car on vit sortir les officiers de l'état-major agitant des mouchoirs blancs et criant : Paix ! paix ! paix ! offerte avec cette foi autrichienne qu'on connaît, puisque au même moment les soldats tuaient un malheureux qui leur échappait à travers les jambes.

C'est alors que la paix fut rejetée par le peuple, et que la lutte qui s'engagea devint plus terrible, plus sanglante; les canons du fort envoyaient une tempête de mitraille, et les soldats hongrois la répandaient sans discontinuer. Ce fut sous cette tempête qu'on commença les barricades en ce quartier, aussitôt construites que commencées.

Alors les combattants furent animés par le jeune Lazzaroni, accompagné d'Ignace Caccia, qui courut dans toutes les maisons avertir qu'on fit bouillir de l'eau pour la jeter sur les soldats à son signal, exemple qui ne tarda pas à être imité.

La lutte inégale entre les canons et les bras, entre la force matérielle et l'idée duraît depuis plusieurs jours; les blessés étaient nombreux, ils étaient accueillis dans une habitation, située sur la place du Carmine, de la signora Adélaïde Sabajno, qui convertit sa maison en un hôpital.

Le nombre de ces blessés fut grand le mercredi, toutes les dames du quartier pleuraient de désespoir à la vue de ce spectacle. Le peuple, fatigué, paraissait vouloir se laisser maîtriser par l'ennemi; c'est alors que la signora Lazzaroni, jeune femme d'environ 21 ans, aussi belle que charmante, animée par le danger de plus en plus urgent, s'empara d'un fusil croate et, accompagnée de son frère Lazzaroni, courut sur la place du pont Vetro, à la première barricade de la rue Santo-Protasio, et, sous la mitraille allemande et les balles croates, combattit sans relâche pendant plus d'une heure.

A cette vue, tous firent un suprême effort, et l'ennemi fut repoussé. Et la Providence, qui se manifesta visiblement dans tous les actes de l'insurrection lombarde, qui inspirait au féroce Croate la peur de l'enfant, couvrit de son invulnérable égide cette fille héroïque de l'Italie, qui put s'en retourner saine et sauve du combat, portée dans les bras de ses parents désolés.

Parmi les miracles qu'a enfantés le réveil de la nation italienne, l'histoire n'enregistrera pas en dernière ligne la conversion en guerriers des jeunes filles honnêtes patriotes, les femmes siciliennes et lombardes seront saluées, jusque dans les âges les plus reculés, comme des héroïnes de la Liberté.

VARIÉTÉS.

Opinion d'un publiciste de 1793.

Nous extrayons d'un écrit anonyme, publié en mars 1793, quelques passages dont nos lecteurs feront eux-mêmes, s'ils le jugent à propos, l'application à plusieurs travers du temps présent :

Après avoir dit que, dans le moment, il y a moins d'auditeurs et de lecteurs que d'orateurs et d'écrivains, l'auteur ajoute :

« Quant à la réflexion on est presque convenu de s'en dispenser mutuellement. On n'a pas de temps à lui donner, elle est incommode dans son hésitation. Les imaginations font tout, elles dessinent des tableaux confus, on les prend pour des conceptions et l'on brûle d'enfanter avant le terme. »

« Maint écolier monte à l'une des trente mille tribunes où l'on tourmente la chose publique; il n'a pas fait le noviciat que Pythagore prescrivait à ses disciples; il enveloppe de lambeaux de rhétorique l'avorton de sa pensée, et il est content de lui-même; il ne sait pas encore que c'est en la déshabillant lentement que l'on découvre la vérité. »

« Je ne dis rien de ceux qui estiment que l'égalité serait blessée s'ils condescendaient à apprendre quelque chose de ceux qui savent, s'ils n'avaient pas le droit de mutiler des mêmes coups la raison et le langage.... Ce sera dans l'histoire une chose digne de remarque, qu'en France, à la fin du dix-huitième siècle, à côté de la déclaration des droits des hommes, il y ait eu une étude et pour ainsi dire des droits de l'ignorance. »

« Les droits naturels, politiques et civils des hommes ne sont plus ni un problème, ni un mystère.... Si une bonne et juste rédaction nous manque, attendons-la; le discours sera plus facile

quand on ne disputera plus de la chose, il y aura un rédacteur quand il n'y en aura plus mille. »

« On perd dans le vide de tant d'écrits et de tant de harangues le temps dû à d'utiles discussions. Pourquoi personne n'est-il allé à la recherche des moyens par lesquels nos mœurs doivent être réformées? Pourquoi forme-t-on tant de projets sur l'éducation des enfants et aucun sur l'éducation des hommes? Les mœurs sont comme le vestibule de la constitution populaire, on n'y peut entrer que par là. Lycurgue fit des lois et des mœurs un amalgame; il n'écrivit aucune loi, il façonna les citoyens, il leur donna des habitudes; il agit comme la nature par l'impression qu'il fit dans les cœurs. »

« Ce n'est pas tout que le peuple veuille, il faut qu'il veuille bien, il faut qu'il sente son influence, qu'il attende, qu'il écoute, qu'il donne à sa raison le temps de s'éclairer, que se défiant de ceux qui le flattent en le flattant, il ne juge que lorsqu'il est convaincu, et ne prenne pas pour la conviction un mouvement subit dans lequel il est entraîné. »

« Remarque pénible! La présomption du peuple a toujours été l'écueil du gouvernement populaire : Denis caresse les Syracusains, rend suspecte les citoyens sensés qui le contrariaient, et monte à la tyrannie par degrés. Partout où les sages avaient établi la liberté, le peuple et les flatteurs du peuple l'ont détruite. »

« Un artiste grec voulut faire dans un tableau le portrait du peuple d'Athènes; il fit un mélange bizarre des traits qui distinguent le caprice et la constance, la colère et le calme, l'attention et l'insouciance, le délire et la sagesse, la clémence et la férocité, la pusillanimité et l'orgueil; la constitution faite en revue par le peuple (1) serait le pendant de ce tableau, si elle pouvait être (1) Il était question, dans le moment de faire faire ou de faire revoir la constitution par le peuple.

« La multitude est susceptible d'un sentiment prompt et non d'un raisonnement suivi, d'une action plutôt que d'un jugement, d'un mouvement du cœur plutôt que d'une opération d'esprit; elle s'explique sur une question simple, selon l'impression qu'elle a reçue. Des insurrections lui font justice de l'offense des décevirs et des entreprises de la royauté arbitraire, mais des insurrections ne se raisonnent pas. »

« L'attention qu'attire une idée singulière fait que l'on recherche plus les idées singulières que les idées utiles, on veut sortir de la ligne, et l'exagération est le lieu commun qui en fait sortir la médiocrité. »

« J'omettais de mettre en ligne de compte la désolante impassibilité de ces hommes quelquefois bizarres, quelquefois scélérats, qui inquiètent le peuple, qui molestent ses représentants, qui ne proposent rien, n'entreprennent rien, ne font rien, et mettent leur gloire, ou trouvent leur profit à tout empêcher. »

Nous reconnaissons avec bonheur que l'esprit et le bon sens publics ont fait d'immenses progrès depuis 1793. La plupart de ces paroles ne peuvent, par conséquent, aujourd'hui s'appliquer aux masses qui forment la majorité. On y trouve, toutefois, de bonnes vérités, qu'il sera, dans tous les temps, utile de dire et de faire méditer aux minorités turbulentes ou indécises.

DERNIÈRES NOUVELLES DE LA JOURNÉE.

A trois heures de l'après-midi l'émotion était grande dans la ville. Partout, sur les places des mairies, aux endroits de ralliement, les gardes nationaux étaient sous les armes.

Les habitants se tenaient aux fenêtres et sur les portes.

On se dirigeait du côté des quais et de l'hôtel de ville.

Il y avait sinon frayeur, dans les esprits, du moins une grande appréhension. Tout le monde était sur le qui vive.

Disons-le tout de suite, la manifestation du champ de Mars à laquelle on avait cherché à donner un caractère hostile, était complètement dénaturée.

Il y avait évidemment des gens qui y avaient le plus grand intérêt.

Les ouvriers, en corporations nombreuses, s'étaient réunis pour élire les chefs d'état-major dont l'élection leur a été confiée.

Après les nominations une quête a été faite, et c'est le produit de cette collecte patriotique que ces généreux citoyens allaient porter au Gouvernement provisoire, avec une adresse pour l'assurer de leurs sympathies.

Au premier moment d'émotion, les gardes nationales de Paris s'étaient échelonnées en bataille sur les quais. La foule battait des mains sur leur passage. La garde mobile à pied et les nouveaux gardes républicains à cheval, fraternisèrent avec elle. La banlieue avec les autorités en tête descendaient par les faubourgs.

Partout régnait le même enthousiasme, c'était un même cri de vive la République! vive le Gouvernement provisoire!

Les corporations avec les bannières déployées défilaient tout le long des quais. Les chapeaux s'agitaient sur leur passage. On chantait la Marseillaise et le chant des Girondins.

Près de l'Hôtel de Ville, cette colonne immense, qui compta

au moins cent mille hommes, s'est arrêtée. Des délégués ont été envoyés au Gouvernement provisoire.

M. Lamartine les a priés de faire mettre les corporations en sections étroites et serrées pour qu'il pût les recevoir toutes et les remercier du sentiment généreux et patriotique qui les animait.

A l'heure où nous mettons sous presse, la réponse de M. Lamartine n'avait pu être encore recueillie. Nous la donnerons demain.

Au résumé, cette manifestation avait un grand caractère. L'amour de la Patrie battait dans toutes les poitrines.

Elle doit rassurer les esprits timides; elle doit désespérer les fauteurs de troubles.

C'est une belle journée que celle où un peuple entier se lève pour protester de son amour de l'ordre.

Une heure du matin. — La manifestation s'est continuée pendant toute la soirée avec un ensemble et un enthousiasme admirables.

Les légions de la garde nationale ont défilé devant l'hôtel de ville et sur les boulevards en criant presque à chaque pas : Vive la République! Vive le Gouvernement provisoire! Vive l'armée! A bas les communistes!

Ces mots à bas étaient parfois suivis, nous devons l'avouer, de noms propres que nous croyons ne pas devoir répéter.

Il y a quelques jours, on entendait aussi au coin de tous les carrefours ce cri : a bas les communistes! Mais alors c'étaient les communistes eux-mêmes qui vendaient un pamphlet pour battre monnaie avec les antipathies de la population!

Un cri vraiment sublime que nous avons entendu sortir à plusieurs reprises des rangs de la garde nationale en blouses et en habits d'ouvriers est celui-ci :

A BAS LES FAINEANTS ! A BAS LES PARFESSEUX !

Nous avons parcouru pendant toute la soirée la ligne des Boulevards, la rue du Temple et la place de l'hôtel de ville; nous avons écouté les conversations qui se tenaient dans les groupes. Presque partout nous avons trouvé chez l'ouvrier, le véritable ouvrier, plus de bon sens, de droiture d'esprit et de cœur que chez beaucoup de personnages problématiques et assez bien vêtus qui osaient encore pérorer, après la protestation unanime que le peuple de Paris venait de faire contre les doctrines incendiaires des agitateurs.

Cette manifestation toute spontanée a fourni à la garde nationale de Paris une occasion de se compter. Les anciens gardes nationaux ont aisément reconnu qu'avec leurs frères les ouvriers et les étudiants nouvellement incorporés ils formaient un effectif imposant qui pouvait défier les forces et les pièges de toutes les factions.

Il serait naturel de croire qu'une telle démonstration devait décourager pour longtemps la folie des perturbateurs; cependant nous avons vu sur le boulevard des Italiens un groupe d'insensés tenter de désarmer deux gardes nationaux isolés en les maltraitant.

Le peuple a donné là une nouvelle preuve de sa modération; il s'est contenté d'arrêter deux ou trois individus qui ont été conduits au poste voisin.

Pendant toute la soirée, presque toutes les maisons ont été illuminées, et, cette fois c'était spontanément.

Nous le répétons, la journée a été belle! elle prépare dignement la solennité de la distribution des drapeaux à la garde nationale, qui doit avoir lieu jeudi, et le grand banquet fraternel du champ de Mars, pour lequel le ministère de l'intérieur a conçu des plans si magnifiques!

La manifestation d'aujourd'hui peut véritablement s'appeler la manifestation de la Fraternité!

SPECTACLES DU 17 AVRIL.

THÉÂTRE DE LA NATION. — Le Diable à Quatre, l'Ame en Peine.
THÉÂTRE DE LA RÉPUBLIQUE. — Le Roi attend, l'Aventurière, une Porte ouverte ou fermée.
OPÉRA COMIQUE. — Fra-Diavolo, l'Ambassadrice.
ODÉON. — 1^{re} d'un Gentilhomme de 1847.
THÉÂTRE MONTANSIER. — L'Almanach, la Pétition, Titi à la Représentation de Robert-le-Diable, Jeune Homme, Voyage.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Robert Macaire, la Fraternelle, Fils mal gardé.
THÉÂTRE-HISTORIQUE. — Monte Cristo (2^e soirée).
VAUDEVILLE. — Incessamment la réouverture.
VARIÉTÉS. — Mlle de Choisy, l'Almanach, les Peureux, Pauvre Jacques.
AMBIGU-COMIQUE. — Les trois Révolutions, les Quatre Sergents de la Rochelle.
GAITÉ. — La Foi, l'Espérance et la Charité.
FOLIES. — Raimbaut et Ce, le Secrétaire du soldat, M. Both, Feu d'artifice, Jean Fichet.
DÉLASSEMENTS. — Il était temps..., le Loup dans la Bergerie, Lisbeth, la Femme de marbre.
COMTE. — Le Dîner impossible, le Matelot, Fille du Pêcheur, les Rubans de Mariette.
SPECTACLES-CONCERTS, boulevard Bonne-Nouvelle. — Représentation extraordinaire.
OPÉRA, bazar Bonne-Nouvelle. — Vue de Chine, Eglise Saint-Marc.

Le rédacteur en chef, Julien LEMER.

IMPRIMERIE SCHNEIDER, RUE D'ENFURTH, 4.